

BUDGET
94

LA LOI DU FRIC

La session budgétaire du Conseil Général a donné l'occasion au Président du groupe communiste Jean SYLLA de s'exprimer sur la politique gouvernementale relayée dans l'Oise par celle du président RPR Mancel et de sa majorité départementale.



de gestion qui sont contraires à l'intérêt d'une très large majorité de la population de ce département"

Freiner et contrôler l'aide aux entreprises

Jean SYLLA énonce alors une proposition en matière économique : mettre un frein aux aides financières des entreprises. Et il cite Charles BAUR, Président du Conseil Régional : "Il ne faut pas aider les chasseurs de primes... l'aide de la collectivité doit porter seulement sur l'environnement de l'entreprise... ; il faut vérifier la réalisation des promesses de l'entreprise, éventuellement exiger des dommages et intérêts si les objectifs ne sont pas remplis... il faut éviter les surenchères entre collectivités...."

L'orateur poursuit en apostrophant le Président :

"En matière de fiscalité ! vous nous proposez une augmentation d'environ 10 à 12% des impôts locaux et 3% sur la vignette. La grande majorité des élus de cette assemblée, qui sont maires de leur commune, savent à quel point il est difficile de répondre aux besoins des gens sans avoir recours à l'impôt. Mais là vous y allez fort. Pour beaucoup de communes, la part de l'impôt départemental est devenue supérieure à la part communale. En ne vous souciant pas de leurs difficultés, vous paralysez les communes qui ne peuvent pas se donner les moyens dont elles ont besoin dans la même proportion que vous le faites. D'autant que nous savons qu'elles auront à supporter des charges nouvelles notamment en matière d'environnement (eau, assainissement, ordures ménagères). Et je ne parle même pas de leurs besoins en matière scolaire, d'urbanisme, d'équipe-

ments, de routes etc...

Dans l'Oise l'impôt vole haut

Où est-il votre slogan "dans l'Oise, l'impôt vole bas". En fait, vous appliquez sur le terrain les grandes orientations gouvernementales en matière de politique européenne où les communes, à terme, vont être sacrifiées. Là où les élus locaux résistent, vous les faites céder par le biais des finances car vous savez qu'elles ne pourront pas suivre. L'intercommunalité forcée est en route et nous sommes aujourd'hui en mesure de démontrer la contradiction de vos propos lorsque vous parliez d'autonomie communale et de son respect et les décisions que vous prenez pour leur couper les vivres."

En matière de politique sociale et de solidarité, J. SYLLA estime cette politique sociale "calquée au temps des années où le beurre ne manquait pas sur la table. Or, force est de constater que celle-ci n'est pas en concordance avec les véritables besoins des familles en détresse et où une misère s'est installée. De façon globale ce budget d'action sociale est nettement insuffisant en égard aux graves difficultés rencontrées par les familles d'autant qu'elles vont s'accroître dans les mois qui viennent avec les suppressions d'emplois annoncées. Dans le domaine de la santé, le Président du groupe communiste juge nécessaire d'engager une véritable politique de prévention pour la petite enfance et d'associer les communes à la prévention contre le SIDA. En matière de politique culturelle, après avoir dénoncé le caractère élitiste des mesures proposées dans le budget, J. SYLLA exprime d'autres choix : "A savoir, mettre des moyens pour faire partici-

per le maximum de citoyens à des actions culturellement enrichissantes dans une période de crise où le niveau tend à diminuer considérablement. Si on prend le seul domaine de la lecture, le département aide à l'acquisition de livres uniquement au niveau des bibliothèques scolaires. Que deviennent les bibliothèques municipales, qui sont, quand elles sont bien équipées, fréquentées par le tout public collégiens et lycéens compris ? La bibliothèque départementale ne peut suffire aux importants besoins d'autant que l'analphabétisation dans l'Oise est réelle."

Quant à la sécurité, les choix faits dans les travaux pour les casernes de gendarmerie satisfont des exigences politiques et des considérations électoralistes qui ne prennent pas en considération les populations vivant dans les secteurs à hauts risques.

Les communistes résolument opposer au budget

Enfin, le porte-parole des élus communistes rejette avec force la proposition.

"qui consiste à débloquer 1 million 500 mille francs d'actions au Crédit Local de France qui par ailleurs a été privatisé. C'est indécent au moment où les gens souffrent dans leur chair et dans leur cœur. Le département n'a pas vocation de faire de la spéculation boursière." Pour conclure :

"Tout ces choix que nous condamnons confirment votre logique d'une politique que vous défendez au plus haut niveau de l'Etat et qui repose sur la loi de l'argent qui sacrifie notre pays, nos régions, nos départements, nos communes et les gens qui y vivent. Pour toutes ces raisons nous voterons contre vos propositions budgétaires 1994."

“ Les finances départementales mettent en lumière une situation très préoccupante liée à une situation économique et sociale que nous jugeons catastrophique.

Le constat est là !

Les entreprises poursuivent leurs plans de licenciements ou se délocalisent dans d'autres régions et à l'étranger.

En un an, le taux de chômage a progressé de 20%. (...)

Le déclin agricole continue de s'opérer et l'accord du GATT signé ces derniers jours va entraîner à terme de nouvelles disparitions de petites et moyennes exploitations. (...)

Malgré la résistance des communes pour assurer un accueil et une prestation correspondants à l'attente des gens, celles-ci sont toujours plus sollicitées et doivent supporter de nouvelles charges du fait du désengagement financier de l'Etat et de son renoncement à assumer ses responsabilités.

Les menaces qui pèsent sur le devenir des communes sont réelles et force est de constater que la majorité entend leur porter un coup supplémentaire en réduisant l'aide, jusqu'à présent, consentie par le département. (...)

Face à ce constat général, nous disons non à vos choix